Ahmed BOUBEKER, Piero-D. GALLORO, dirs,
*L'immigration en héritage. L'histoire, la mémoire, l'oubli
aux frontières du Grand Nord-Est*

Nancy, PUN-Éd. universitaires de Lorraine, coll. Interculturalités, 2013,
230 pages

Gérald Arboit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8784>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8784

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 271-273

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gérald Arboit, « Ahmed BOUBEKER, Piero-D. GALLORO, dirs, *L'immigration en héritage. L'histoire, la mémoire, l'oubli aux frontières du Grand Nord-Est* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8784>

en papier glacé, demeurent dans ce superbe catalogue, au diapason de son ambition artistique, quelques belles sentences inspirées par un intérêt sincère pour la chose ludique : « Ainsi, par le truchement du mythe, le jeu est-il élevé au rang d'allégorie d'un monde dans lequel, si le roi joue, tout est en ordre, même le hasard » (p. 106).

Boris Solinski

CREM, université de Lorraine, F-5700
boris.solinski@gmail.com

Ahmed BOUBEKER, Piero-D. GALLORO, dirs, *L'immigration en héritage. L'histoire, la mémoire, l'oubli aux frontières du Grand Nord-Est*.

Nancy, PUN-Éd. universitaires de Lorraine, coll. Interculturalités, 2013, 230 p.

Décidément, en France, histoire, mémoire et immigration ne constituent pas des thématiques consensuelles. Le livre en fait la démonstration. D'apparence œuvre de scientifiques avec sept sociologues (dont un qui se revendique aussi historien), cinq historiens, deux ethnologues, deux spécialistes d'esthétique et des médias, il présente, en trois parties – « De l'histoire coloniale à un patrimoine de luttes » (pp. 15-69), « Les oubliés de la mémoire des oubliés de l'Histoire » (pp. 71-122) et « La République et ses non-lieux de mémoire » (pp. 123-206) –, onze communications inégales. Le titre annonce un propos traitant de « l'immigration en héritage », les textes offrent une tonalité diverse, où l'immigration, pourtant dans un « Grand Nord-Est » offrant une diversité de peuplement et une longue expérience multiséculaire des migrations, est comprise comme seulement d'origine « coloniale » et, moins africaine ou nord-africaine, uniquement algérienne, sinon « musulmane » (p. 200). L'impression de combat qui émane de l'ouvrage rappelle les années 70-80, lorsque les sciences humaines et sociales prétendaient être des sciences « dures », tout en revendiquant de changer la société en portant haut l'idéal post-soixante-huitard. Ici, nulle ambition comparable, mais une constante mémorielle cherchant à s'inspirer de l'exemple de la « marche des beurs de 1983 », dont l'édition de ces actes de colloque fête opportunément le 20^e anniversaire... alors que ledit colloque a eu lieu en mai 2008. Il est important de faire un peu d'histoire pour prendre la mesure de l'entreprise. Le 10 octobre 2007, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration ouvrait ses portes au Palais de la Porte dorée, à Paris ; sa communication était alors fondée sur l'idée que « leur histoire est notre histoire ». En plein quinquennat sarkozyste, les organisateurs du colloque de « Talange, Metz et Dudelange (Luxembourg) » (p. 14) ont vu dans l'argument « un mot d'ordre »

(p. 210) et dans l'institution, qui est devenue un musée depuis, « non pas comme une injonction d'intégration au gré du roman national mais plutôt comme le don des clefs de notre propre récit » (p. 210), notent, en guise de conclusion, les deux maîtres d'œuvre de l'ouvrage. Parce que « leur histoire est notre histoire » est le *leitmotiv* des diverses communications (pp. 7, 210), le glissement sémantique est visible : les auteurs se placent sur la rive des témoins – Nacira Guenif, « Le républicanisme aristocratique et la nouvelle société de cour » (pp. 125-147) – pour démontrer les « non-lieux de mémoire » de l'immigration en France. Ils entendent raconter l'histoire des invisibles, mais celle-ci est en prise directe avec une seule mémoire qui, justement, n'est pas oubliée – auquel cas elle aurait laissé la place à l'histoire –, mais ressassée, raccrochée à cette injonction, bien réelle celle-là, de « devoir » de mémoire adressée aux historiens, définissant leur fonction sociale et nourrissant l'« introduction » (pp. 5-14) du sociologue Ahmed Boubeker. Souvent évoqué dans ses travaux, son crédo est l'invisibilité d'une communauté issue de l'immigration, celle d'Algérie. Ici, ce n'est pas « le Front national qui a gagné "la bataille des esprits" » (p. 6) en matière d'histoire de l'immigration, pas plus que ses habitants n'en sont « encore [...] au stade de l'alphabétisation » sur cette question. Akmed Boubeker pointe « l'heure où le "devoir" vire "marketing mémoriel" » (p. 7), mais ouvre un livre de mémoire, et non de mémoires, dont Alain Battegay – « "Cadres sociaux et cadres publics". Les mémoires de l'immigration dans le redéploiement des mémoires » (pp. 193-206) – affirme qu'elle « est loin d'être centrale dans le paysage mémoriel officiel en France » (p. 193). Peut-être parce qu'elle est « un sujet relativement chaud au regard de l'actualité politique et institutionnelle » (p. 200) ?

S'inspirant des *post-colonial studies*, l'ouvrage laisse la place à deux de ses théoriciens français, Pascal Blanchard et Nicolas Bancel, rejoints pour l'occasion par Éric Deroo. Leur contribution, « Le poids de l'histoire coloniale dans le Grand Nord-Est » (p. 17-31), illustre le glissement sémantique qui fait oublier le « Grand Nord-Est » multiculturel pour une caricature traversée par des « soldats coloniaux » (p. 17) devenus des immigrants de travail « majoritairement dominé[s] par des travailleurs algériens et marocains » (p. 25), en butte au « racisme "anti-arabe" » depuis 1969-1972 (p. 29). *Quid* des Italiens et des Polonais, sans parler des Anglais qui permirent l'implantation de cette grande industrie qui appela tardivement cette immigration coloniale qui préoccupe tant les auteurs du volume. « Pour sortir [celle-ci] de l'invisibilité » (p. 30), ils vont jusqu'à faire disparaître celle-là qui

est majoritairement et durablement implantée dans l'espace régional qui les préoccupe ! En fait, l'immigration devient un prétexte à un procès du colonialisme, conforme à la compréhension française des études postcoloniales, alors que la tendance anglo-saxonne vise à voir au-delà dans la droite ligne de l'orientalisme d'Edward Saïd (*L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Éd. Le Seuil, 1978). D'où des prétentions de « reconnaissance » afin de lui faire gagner une « visibilité autant qu'[une] consistance historique ou [des] connaissances localisées » (p. 206). L'exemple même de cet état d'esprit est l'article de Saïd Bouamama, « Le patrimoine des luttes des héritiers de l'immigration » (pp. 57-69). Par un point de vue plutôt qu'à travers un postulat scientifique, le sociologue voit des luttes postcoloniales là où un historien aurait vu des luttes syndicales. Pour étayer son propos, Saïd Bouamama fait de « l'immigration [la] fille de la colonisation », son héros étant le « nationaliste ouvrier et immigré » (p. 59) et non « l'o.s. syndiqué » (p. 60). Pourtant, en Lorraine, le premier procède du second et non l'inverse. Quant à ce « sentiment d'extériorité [...] (les projets de vie s'inscrivant dans l'idée d'un retour dans des pays enfin indépendants) » (p. 60), il oublie qu'il a été celui de tous les immigrés venus en Lorraine, d'abord en célibataire, renvoyant l'argent au pays, ensuite en famille, quand ils fuyaient une oppression qui n'avait rien de colonial dans la majorité des cas, à moins de considérer les pouvoirs allemands et russes en Pologne comme colonialistes. Tous conservaient la foi de retourner au pays, « isolés en France [...] exclus de toute forme de citoyenneté » et en butte au « faible intérêt des pays d'origine pour » eux (p. 179), jusqu'à ce qu'ils fassent leur vie sur leur lieu de travail. « Le sentiment d'intériorité [s'est ensuite] construit avec l'enracinement » (p. 60) pour eux-aussi, peut-être dans des conditions économiques plus favorables, facilitant également une intégration par le travail devenue difficile après 1973. Cet héritage commun est bien présenté par Jean-Marc Leveratto et Fabrice Montebello – « De la mémoire ouvrière à la mémoire de l'immigration » (pp. 33-56) – ainsi que par Piero-D. Galloro – « L'université : des épreuves de la reconnaissance publique » (pp. 165-177). Mais, alors que les premiers en viennent à présenter un « imaginaire italien positif » (p. 53), le second ne dépasse pas la dimension des « chercheurs "engagés" » (p. 173) qui sortirent, seulement à l'horizon 2000, l'immigration du trou noir des sciences sociales où elle était enfouie. On ne sait si le sociologue pensait à ces « oublié[e]s de l'histoire » que sont les femmes, « figure[s] maternelle[s] [...] à la fois pilier du foyer, avec sa force de travail dans et hors de la sphère domestique » (p. 108). C'est cette même méditerranéité alimentant l'imaginaire italien que

mettent en évidence Magali Demanget – « Les femmes à l'épreuve de la mémoire » (pp. 73-87) – et Virginie Vinel – « Femmes immigrées en Lorraine » (pp. 89-108) –, qui aurait pu être magnifiée si la problématique du livre n'avait été d'en faire des victimes des hommes comme de la France. Quant à Sylvie Thiéblemont-Dollet – « L'expérience des Foutanckaises de Saint-Dié-des-Vosges » (pp. 109-122) –, elle s'en émancipe avec ses filles du fleuve Sénégal promues au rang de « spécificité de la Lorraine qui, du point de vue du brassage des populations, se distingue des autres régions. Dès lors, chacune des vagues d'immigration qui s'y est produite a contribué à son enrichissement interculturel, pluriel et mémoriel, tant du côté des populations que des modes d'expression qui s'y rattachent » (p. 122). Puisque les historiens n'avaient pas voulu le voir, il est bon que la chercheuse le rappêât. De la même façon, l'historien Yvan Gastaut – « La littérature, témoin de parcours migratoires, le cas français depuis 1945 » (pp. 179-191) – rappelle que la littérature permet « de connaître et comprendre son histoire par un jeu de miroirs » (p. 191).

En revanche, on peut s'interroger sur les propos de Benoît Falaize – « L'École et les manuels scolaires » (pp. 149-163) – qui, au prétexte de traiter des ouvrages scolaires du secondaire, livre la plus juste des critiques du livre dans lequel sa contribution est publiée. Comme de juste, il estime que « l'histoire de l'immigration n'est pas tant l'histoire des immigrés mais bien l'histoire de la France toute entière, dans sa construction, ses modalités de définition juridique du national (loi sur la nationalité de 1889) comme sa culture propre » (p. 150). Cela lui permet de pointer cet « aveuglement non pensé » (p. 150) des enseignants du secondaire comme des concepteurs de l'ouvrage, qui lui « apparaît très nettement [...] obérer toute analyse historique » (p. 151) à cause d'un excès de présentisme. « Lorsque la colonisation est sollicitée, c'est plutôt du point de vue d'une mémoire traumatique que d'un point de vue historique permettant de resituer la spécificité de ce lien historique » (p. 156). Et de rappeler la posture de plusieurs des auteurs du livre pour qui « ce n'est pas l'histoire de l'immigration qui est sollicitée explicitement, mais bien le fait que ce soit la part d'histoire familiale issue de l'immigration des parents ou grands-parents, ou arrière-grands-parents [...] dans sa dimension identitaire » (p. 157). Finalement, on reforme l'ouvrage avec un regret lié à son « ethnocentrisme [...] qui dit le singulier, l'altérité, en lieu et place d'une histoire commune, qui survolise la "différence" » (p. 162). Mais les maîtres d'œuvre voulaient autant « décentrer l'histoire de l'immigration de celle du monde ouvrier » (p. 209) que montrer que « l'exception française [...] ne parvient plus aujourd'hui à planquer les cadavres

dans les placards de l'histoire » (p. 11). C'est-à-dire de « sortir de la blessure immémoriale, échapper à une temporalité figée pour commencer à écrire l'Histoire » (p. 13). Il n'est pas certain que l'objectif soit atteint avec ces actes de colloque, ni d'ailleurs qu'on les ait attendus pour s'en préoccuper... notamment pour cette immigration qui a « pu disparaître dans le creuset français » (p. 11).

Gérald Arboit

CRULH, université de Lorraine, F-54000
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Landry CHARRIER, Karine RANCE, Friederike SPITZL-DUPIC, eds, *Circulations et réseaux transnationaux en Europe (xviii^e-xx^e siècles). Acteurs, pratiques, modèles.* Berne, P. Lang, coll. Convergences, 2013, 228 p.

L'ouvrage collectif est le résultat de deux journées d'étude organisées en 2010 à la Maison des sciences de l'homme de Clermont-Ferrand et cherchant à « poser les jalons d'une perspective qui transcenderait le cadre national, tout en l'investissant lorsqu'il s'avère pertinent » (p. X). Pour cela, trois thèmes ont été retenus : migrations – « Circulation des acteurs » (pp. 1-68) –, « Circulation des modèles politiques » (pp. 71-142) et « Circulation des idées culturelles » (pp. 143-216). Cette « réflexion sur la transnationalisation des idées, modèles et pratiques politiques en Europe » (p. 45) dans le cadre chronologique des époques moderne et contemporaine se compose de quinze études se jouant des échelles micro et macro-historiques entre des exemples locaux (Trieste, Clermont-Ferrand, Bruxelles, Anvers), nationaux – malgré tout – (Espagne, Saxe, Suisse, Norvège) et globaux (suffragistes, hybridation et constitutionnalisme). Aucune référence n'est faite à la « République des Lettres » – qui se situe pourtant au début de l'époque moderne. À la Renaissance, elle constituait une « communauté imaginée » (autour du latin et de valeurs partagées), selon les critères du transnationalisme définis par Steven Vertovec (« Conceiving and Researching Transnationalism », *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2, 1999, pp. 447-462, ici p. 494), maître à penser des éditeurs de l'ouvrage. Tout juste l'étude de Friederike Spitzl-Dupic – « La transnationalisation du concept de génie de la langue et ses traits en pays germanophones » (pp. 157-171) – en montre-t-elle la fragmentation à travers l'exemple de la transformation du « génie de la langue », cher à l'Académie française, par le concept national dans une Europe pré-révolutionnaire pour constituer un espace germanophone se nourrissant d'un imaginaire social. Francesca Zantedeschi – « L'invention d'un espace transnational : l'idée latine dans la renaissance littéraire en langue d'oc 1860-1880 » (pp. 173-185) – et

Hendrikje Hartung – « "Accordez au Norvégien le droit de parler le norvégien et pas le danois ou le suédois". Quelques réflexions sur l'idée et l'évolution de la langue nationale dans la Norvège du xx^e siècle » (pp. 187-200) – ne procèdent pas différemment en présentant qui l'affirmation centripète de la latinité dans la Provence et le Languedoc d'après 1870, qui l'antagonisme linguistique autour duquel se bâtit la Norvège pendant tout le xix^e siècle.

De fait, le cadre épistémologique de l'ouvrage traite plus largement de la nation, tandis que la chronologie se trouve contrainte par la Révolution française (53 % des études), la Restauration [française s'entend] (27 %), les années 1860-1890 (13 %) et la Première Guerre mondiale (27 %), soit 1763-1932 en Europe. Friedemann Pestel – « Les monarchiens – acteurs français et européens. Aspects transnationaux de l'émigration française après 1789 » (pp. 31-44) – et Amandine Fauchon – « Les réseaux maçonniques d'un émigré français à Trieste. Analyse des processus de transnationalisation des pratiques de la franc-maçonnerie sur les rives de l'Adriatique » (pp. 45-56) – évoquent les émigrés français partis se réfugier dans une Europe encore d'Ancien régime où le français était encore la *lingua franca*. Quant à Dorit Kluge – « Une œuvre d'art comme bien économique ? La politique artistique, les arts et la critique d'art en Saxe dans la deuxième moitié du xviii^e siècle » (pp. 145-155) –, Antoine Renglet – « Transnationaliser l'ordre révolutionnaire ? Les fêtes républicaines à Bruxelles et Anvers en l'an III » (pp. 71-88) – et Jean-Philippe Luis – « Le premier constitutionnalisme espagnol et la circulation des modèles politiques dans l'Europe du début du xix^e siècle » (pp. 89-101) –, ils montrent comment s'opère le transfert culturel dans des espaces conquis aussi bien par un « ailleurs » économique, la France des Lumières, que par les armées françaises de la Révolution et de l'Empire, qu'il s'agisse de la Saxe d'après 1763, de la Belgique de l'an III (1794-1795) ou de l'Espagne de 1808-1812. Delphine Diaz, avec « Les sociabilités politiques des réfugiés libéraux dans la France des monarchies censitaires : des pratiques aux dimensions transnationales ? » (pp. 3-16), et Karine Rance, avec « Les réfugiés politiques à Clermont-Ferrand au xix^e siècle : une communauté transnationale ? » (pp. 17-29), montrent deux dimensions de l'immigration libérale fuyant la répression contre-révolutionnaire d'Espagne (1823) et de Pologne (1830), l'une au niveau du banquet « républicain » qui permettrait une sociabilité transnationale, l'autre au niveau des regroupements par nationaux au sein d'espaces publics clivés par la réalité économique des villes de province où étaient exilés les réfugiés.